L'ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

CREWS a pour objectif de mobiliser 100 millions de dollars afin de combler les insuffisances de financement dans les programmes de coopération bilatérale et multilatérale déjà existants. Un fonds fiduciaire hébergé par la Banque mondiale appuiera le développement des organisations et institutions de mise en œuvre et leurs activités.

Partenaires financiers

La France contribuera à hauteur de 10 millions d'euros entre 2016 et 2017 au financement du fonds fiduciaire.

L'Allemagne a choisi de soutenir CREWS par une première contribution de 3 millions d'euros en 2015. La France et l'Allemagne travailleront ensemble avec leurs partenaires du G7 pour assurer la cohérence entre CREWS et Insuresilience, l'initiative adoptée lors du G7 et visant à développer, dans les pays vulnérables, l'accès aux assurances face au risque climatique.

Le Luxembourg contribuera à hauteur de 1 million d'euros en 2016 au fonds multilatéral pour soutenir le développement des systèmes d'alertes dans les pays vulnérables.

L'Australie fera entre 2016 et 2020 une contribution spécifique de 5 millions de dollars australiens à l'initiative CREWS en complément d'une mobilisation de 19 millions de dollars australiens pour des soutiens bilatéraux, principalement dans la région du Pacifique.

Le Canada accordera une contribution de 10 millions de dollars par l'intermédiaire de l'Organisation météorologique mondiale afin de soutenir l'amélioration des systèmes d'alertes précoces dans les collectivités les plus vulnérables sous l'initiative CREWS.

Les Pays-Bas contribueront au fonds fiduciaire du CREWS pour un montant de 3 millions d'euros.

Ils soutiennent CREWS

Le Japon soutient fortement CREWS. Il est engagé en Asie et dans le Pacifique pour le développement et la mise à niveau des systèmes d'alertes, incluant l'usage des satellites, et continuera dans cette voie sur la période 2016-2020. En raison de son cycle budgétaire, le Japon n'est pas en mesure d'annoncer aujourd'hui sa contribution financière, mais fera des annonces substantielles dans les prochains mois.

Le Royaume-Uni sera partenaire de l'initiative CREWS. Ce partenariat démarrera immédiatement à travers une coopération et un travail conjoint avec les programmes existants. Ceux-ci comprennent un projet d'information et de données météorologiques de 24 millions de livres en Afrique, ainsi que d'autres projets connexes.

CREWS SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE AUX CATASTROPHES DU CLIMAT

Dans les pays pauvres et vulnérables, les données météorologiques sont souvent peu fiables ou totalement absentes.

CREWS est une initiative qui vise à augmenter de manière significative les capacités des systèmes d'alerte intégrés multirisques afin d'amplifier la prévention et l'information sur les risques d'événements hydrométéorologiques et climatiques dangereux.

Sa finalité est de protéger les vies, les moyens de subsistance et les biens dans les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID).

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

PARIS2015
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE
COP21·CMP11

UNE MULTIPLICATION DES PHÉNOMÈNES NATURELS EXTRÊMES LIÉE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Entre 1970 à 2012, les sécheresses, inondations, tempêtes, cyclones tropicaux, orages soudains et températures extrêmes ont causé près de 2 millions de morts et engendré des pertes de 2 400 milliards de dollars à l'échelle mondiale.

Selon le 5e rapport du GIEC, la fréquence et l'ampleur de ces aléas climatiques sont en augmentation, ce qui accroît les menaces sur les vies humaines et les moyens de subsistance, particulièrement dans les pays vulnérables.

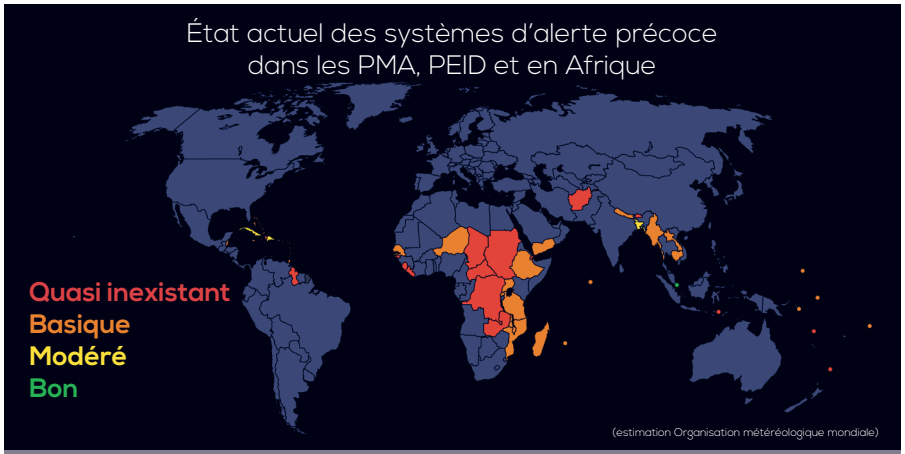
Lors de la 3e Conférence sur la réduction des risques de catastrophes, à Sendai, au Japon, en mars 2015, les Nations unies se sont engagées à « accroître significativement la disponibilité et l'accès à des systèmes d'alerte précoce multirisques, à l'information et aux évaluations sur les risques, pour les populations d'ici 2030 ».

DES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE INSUFFISANTS POUR PROTÉGER LES PERSONNES ET LES BIENS DANS LES PAYS VULNÉRABLES

Les pays qui ont réussi à mettre en place ces systèmes ont bénéficié d'une baisse spectaculaire de la mortalité due aux catastrophes. Les capacités de mise en œuvre des systèmes d'alerte précoces dans différents pays et régions sont aujourd'hui très disparates au sein des pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID), qui connaissent des difficultés à fournir des alertes critiques aux autorités nationales et locales ainsi qu'aux populations résidentes.

De nombreux pays vulnérables soulignent la nécessité de consolider les systèmes d'alerte par un renforcement de leurs services de prévision météorologique combiné avec l'amélioration de leurs plans et opérations d'urgence en cas de catastrophes. Dans leur contribution nationale (CPDN), ils définissent les systèmes d'alerte précoce (SAP) comme une priorité.

En Afrique et au Moyen-Orient, 36 CPDN sur 47 intègrent les SAP comme une priorité.
En Amérique latine et dans les Caraïbes, 16 CPDN sur 21 font des SAP une priorité.
En Asie et dans le Pacifique, 100 % des CPDN intègrent les SAP comme une priorité.



Environ 3/4 de ces pays ont une capacité faible, inexistante ou élémentaire à fournir des alertes précoces face aux catastrophes climatiques.

Seuls 4 à 5 pays ont une bonne capacité à fournir des alertes précoces et de l'information sur les risques.

UNE COALITION DE PAYS ET D'ORGANISATIONS SPÉCIALISÉES DANS LA MÉTÉOROLOGIE ET LA PRÉVENTION DES RISQUES

CREWS est le fruit d'une collaboration entre l'Organisation météorologique mondiale (OMM), du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) et de la Banque mondiale (GFDRR).

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) consolidera ses centres mondiaux et régionaux de renforcement des capacités et soutiendra la coordination et la mise en cohérence des actions engagées avec les initiatives nationales.

Le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) veillera à la cohérence des politiques et à la conformité avec le plan d'action des Nations unies et les cibles du Cadre de Sendai.

La Banque mondiale (GFDRR) soutiendra l'identification, la conception et la mise en œuvre d'appui de programmes à grande échelle au niveau national, ainsi que la coordination et l'intégration de ces programmes avec les centres régionaux et mondiaux.

L'agenda pour actions Lima – Paris est une initiative conjointe des présidences péruvienne et française de la COP, du Secrétariat général des Nations unies et du Secrétariat de la CCNUCC. Il vise à renforcer l'action pour le climat tout au long de l'année 2015, et encore bien après.